

Rapport Annuel

Littérature générale
Littérature enfantine
et de jeunesse



1999

Enseignement préscolaire
et primaire

ASSEMBLEE

GENERALE

ORDINAIRE

DU 08 JUIN 2000

SOMMAIRE

- Page 3*
ORDRE DU JOUR
- Page 4*
CONSEIL D'ADMINISTRATION
- Page 5*
REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL
- Page 6*
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- Page 12*
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- Page 14*
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- Page 16*
BILAN AU 31 DECEMBRE 1999
- Page 17*
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 1999
- Page 18*
TEXTES DES RESOLUTIONS

ORDRE DU JOUR

1. Présentation du rapport du conseil d'administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 1999 et du rapport des commissaires aux comptes, sur les comptes de cet exercice et approbation de ces rapports ;
2. Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et approbation de ce rapport ;
3. Quitus aux administrateurs ;
4. Affectation du résultat de l'exercice et distribution de dividendes ;
5. Fixation du montant de l'indemnité de fonction des administrateurs ;
6. Pouvoirs pour les formalités de publicité ;
7. Questions diverses.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT 

DOSSO Lémissa

ADMINISTRATEURS PRIVES 

BELET Patrick (Librairie de France)

DESHAYES Bruno (Edicef)

KONATE Lamine

LAMBIN Guy

MOINGEON Marc

SOW Berthe

TOURE Saliou

TOUZEAU Rémi (Edipresse)

ETAT DE COTE D'IVOIRE 

ADIKO Bruno

NOUTOUA Youdé Célestin

COMMISSAIRES AUX COMPTES

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de votre société se répartit comme suit, après la vente par l'Etat de 25% de ses actions :

EDICEF	:	29,6%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	:	20 %
EDIPRESSE	:	20 %
Les Privés et le Personnel (à travers la Bourse des Valeurs)	:	30,4%
TOTAL	:	100 %

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, votre conseil vous a réunis ce jour en assemblée générale afin de vous rendre compte de l'activité de la société durant l'exercice passé et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes arrêtés au 31 décembre 1999.

Vous aurez également à vous prononcer sur le présent rapport ainsi que sur ceux des Commissaires aux comptes, enfin sur les propositions d'affectation et de répartition des résultats.

Le présent rapport abordera les points suivants :

Activité

Investissements

Résultats Financiers

Affectation du résultat de l'exercice

Répartition du capital

Convention réglementée

Quitus aux Administrateurs

ACTIVITE

Cette année fut importante à plus d'un titre pour l'avenir de la société à l'aube du troisième millénaire.

- 1999 a vu l'État de Côte d'Ivoire engager la société vers une privatisation accrue par la mise en vente de 25% du capital à travers la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UEMOA. C'est ainsi qu'au mois d'Octobre l'offre publique de ventes lancée par le Comité de Privatisation et orchestrée par BICI-Bourse a été un réel succès qui s'est manifesté par une demande des investisseurs supérieure à l'offre.

- La diversification de notre production entamée depuis 1995 nous permet, grâce à la mise sur le marché d'une collection périphérique telle que les "cahiers de dessin", d'envisager l'ouverture du marché en 2002 en ce qui concerne "École et Développement" avec plus de confiance quant au maintien et au développement de nos activités au-delà de cette échéance.

- Nous avons décidé de nous engager dans un processus d'ouverture du marché du primaire par la signature d'un contrat de coédition avec un confrère ivoirien, Edilis, pour un titre figurant dans la liste des titres de la collection "École et Développement" (Initiation à la vie pratique CE1), anticipant ainsi une ouverture prévue pour la rentrée 2002 conformément aux accords entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque Mondiale.

S'il convient de constater que lors de cet exercice et pour la septième année consécutive, les prix des manuels du primaire n'ont pas subi d'augmentation, il faut également souligner que les collections pour les collèges ont vu leurs prix de vente baisser de 30% à 40% ces deux dernières années, permettant ainsi à une grande majorité d'élèves de les acquérir.

Cet exercice a été marqué par deux faits significatifs, l'un économique, l'autre politique, qui ont eu un impact négatif sur nos résultats en dépit d'une augmentation constatée de 23% du CA d'une année sur l'autre.

- La mévente des matières premières en pleine période de rentrée a freiné les achats de manuels particulièrement dans les régions. Ce constat s'est surtout révélé dans les achats des manuels destinés aux collèges et aux lycées.

- Les événements politiques du 24 décembre ont provoqué chez nos clients grossistes ou détaillants des retards de règlements des marchandises achetées en septembre et octobre. Nous avons dû faire appel au crédit bancaire beaucoup plus tôt en raison de ces retards, d'où une augmentation de nos provisions comptables et par voie de conséquence une baisse du résultat de la société.

N'eussent été ces événements particuliers nous pourrions nous réjouir de l'implantation des nouvelles collections qui se sont révélées porteuses d'espoirs pour l'avenir de la société qu'il s'agisse :

- du marché du primaire avec la bonne implantation dès la première année de la parution des "cahiers de dessin", la pérennité du succès des "cahiers d'activités", comme du bon renouvellement de la collection "École et Développement" refondue.
- du marché des collèges avec l'apparition de la collection "Arex" en physique et la poursuite de l'implantation des collections d'espagnol et d'anglais.
- du parascolaire avec une bonne part du marché prise avec les collections "Caïman" et "Anti-flash".
- du réel démarrage de la collection "Adoras" sur le plan commercial.
- du succès non démenti des titres de jeunesse tant des nouveautés que certains titres du fonds, ayant été réimprimés trois fois depuis leur création.
- enfin du succès de notre politique d'auteurs qui se traduit par une notoriété accrue sur les marchés extérieurs africains et au-delà.

Evolution de la société

Tel que requis par l'article 138 de l'Acte uniforme portant droit des sociétés commerciales et du GIE, nous allons compléter votre information sur l'évolution de la société dans les années à venir.

Notre principale sphère d'activité, très sensible au contexte socio-économique dans lequel évolue la grande masse des parents d'élèves acheteurs des manuels que nous produisons, nous soumet aux aléas politiques et économiques particulièrement dans les périodes de rentrée scolaire sans que nos capacités et nos compétences internes soient remises en cause.

A court terme, le prochain exercice devrait être, au mieux, étale en terme d'activités et de résultats. Cette année électorale nous a amenés à prévoir un budget d'attente sur le prochain exercice. A moyen terme, la société devrait continuer à progresser régulièrement en dépit de l'ouverture du marché du primaire prévue pour la rentrée 2002. Notre politique de diversification de notre production est un atout devant cette nouvelle donne du marché, qui en tout état de cause ne devrait pas trop affecter nos parts de marché.

Tous les actes posés depuis la création de la société restent le meilleur argument devant une concurrence étrangère qui aurait tendance à se contenter de récolter les fruits du marché ivoirien, structuré et productif, sans investir dans le pays.

A plus long terme, nous restons confiants quant au développement du marché intérieur et sous-régional. Nous occupons aujourd'hui une place privilégiée dans le peloton de tête de l'édition africaine francophone et au-delà. Les besoins éducationnels et culturels sont étroitement liés au développement du grand marché que représente le continent africain. Loin de nous handicaper, les technologies modernes seront un moteur pour le domaine de l'écrit que nous couvrons avec l'inscription à notre catalogue de tous les genres d'ouvrages.

Evolution de la trésorerie

70% des flux commerciaux et financiers annuels se déroulent sur une période de quatre à cinq mois autour de la rentrée scolaire. Nos besoins en trésorerie croissent avec l'augmentation des tirages des manuels et le développement du catalogue. Cette tendance ne saurait se renverser avec notre profil d'éditeur scolaire qui restera le nôtre dans les prochaines années.

Nous faisons appel au crédit bancaire de mai à novembre. Les accords de crédits passés avec nos banques leaders sont nécessaires à notre activité, ils prouvent la confiance qu'elles accordent à notre marché traditionnel et à sa pérennité, ainsi qu'à la gestion des administrateurs de la société.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice 1999 se sont élevés à 21 424 966 FCFA et se décomposent comme suit :

- Véhicule 7 595 422 FCFA.
- Équipement en matériel et mobilier 13 829 544 FCFA.

RESULTATS FINANCIERS

Les Nouvelles Editions Ivoiriennes affichent une structure financière et une rentabilité moyennes en raison de la faible valeur ajoutée de nos produits et du recours au crédit bancaire.

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le bilan soumis à votre approbation que commentera le Commissaire aux comptes s'équilibre à 4 666 719 000 FCFA.

Après les dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation et amortissement à hauteur de 80 771 815 FCFA le résultat net ressort bénéficiaire après le BIC pour un montant de 134 267 125 FCFA.

Votre Conseil vous propose les affectations suivantes :

- Réserve légale	13 426 713 FCFA
- Dividendes à distribuer	77 720 000 FCFA
- Report à nouveau	43 120 412 FCFA

Si vous approuvez cette affectation, il sera distribué un dividende avant impôt de 290 FCFA par action.

Le compte report à nouveau se présentera comme suit à la fin de l'exercice.

Solde Report à nouveau précédent	566 330 170 FCFA.
Report à nouveau de la période	43 120 412 FCFA.

Solde report à nouveau 609 450 582 FCFA.

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de votre société se répartit comme suit, après la vente par l'État de 25% :

- EDICEF 29,60% du capital social,
- EDIPRESSE 20% du capital social,
- ETAT DE CÔTE D'IVOIRE 20% du capital social,
- Les Privés et le Personnel de la société à travers la Bourse des Valeurs possèdent 30,40% du capital social.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions conclues antérieurement dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice :

1. Convention de prestation de service avec EDICEF
2. Convention d'assistance technique avec EDICEF

QUITUS AUX ADMINISTRATEURS

A la lecture de ce rapport, il est proposé à l'Assemblée Générale de donner quitus à tous les administrateurs pour leur gestion.

Nous ne saurions terminer notre rapport sans rendre un sincère et vibrant hommage à l'ensemble du personnel qui, par son attachement et son dévouement, contribue de façon permanente et sans cesse renouvelée à consolider et à développer notre société.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos de 31 décembre 1999 sur :

- Le contrôle des comptes annuels des Nouvelles Editions Ivoiriennes (NEI), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi ;

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- Vérifications et informations spécifiques

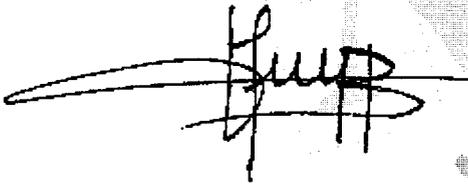
Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Abidjan, le 13 avril 2000

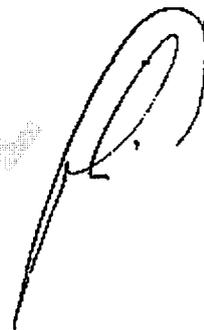
Mazars & Guérard

Armand Fandohan
Associé



CECA

Kouassi Salé
Expert comptable diplômé



ANNUUEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTÉES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 1999

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du traité de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique du 17 avril 1997, nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte uniforme. Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre la société et l'un des administrateurs, directeur général ou directeur général adjoint, ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur les opérations de la société avec ses clients et fournisseurs.

1. Conventions conclues antérieurement dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice.

1.1. Convention de Prestations de service avec EDICEF

1. 1. 1. Nature et objet :

Les Nouvelles Editions Ivoiriennes (NEI) bénéficient du savoir-faire de la société EDICEF en matière d'animation stratégique et commerciale.

1.1. 2. Modalités :

EDICEF perçoit en rémunération une redevance annuelle fixée à 5% du chiffre d'affaires des NEI sur le prix fort public.

La charge de la redevance supportée par les NEI au titre de l'exercice 1999 s'élève à 420 887 247 FCFA.

Les droits d'enregistrements pris en charge par les NEI à raison de 2,5% de la redevance, représente 8 768 484 FCFA.

1. 2. Convention d'assistance technique avec EDICEF

1. 2.1. Nature et objet :

EDICEF assure l'assistance technique des NEI

1. 2. 2. Modalités :

L'assistance technique est rémunérée par une redevance fixée à 2% du chiffre d'affaires des NEI sur le prix fort public.

Le montant de la redevance relative à l'exercice 1999 est de 168 354 899 FCFA.

2. Conventions nouvelles conclues au cours de l'exercice

Le président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice.

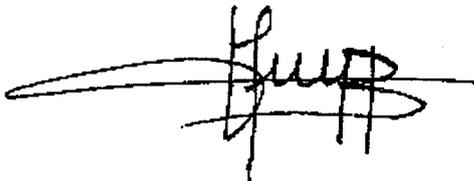
Nous n'avons eu connaissance d'aucune autre opération ou convention susceptible d'entrer dans le cadre des dispositions susvisées.

Il appartient à votre assemblée, conformément à la loi, de se prononcer sur ces conventions.

Abidjan, le 13 avril 2000

Mazars & Guérard

Armand Fandohan
Associé



CECA

Kouassi Salé
Expert comptable diplômé



EXERCICE 1999

BILAN - SYSTEME NORMAL

PERIODE DU 1^{er} Janvier 1999 au 31 Décembre 1999

(en Francs CFA)

ACTIF	EXERCICE 1999	EXERCICE 1998
Immobilisations incorporelles nettes	16 774 155	16 902 274
Immobilisations corporelles nettes	240 977 871	293 292 041
Immobilisations financières	9 096 923	8 601 923
TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET	266 848 949	318 796 238
Stocks	1 422 671 413	565 412 446
Créances et emplois assimilés	2 785 974 628	1 532 620 141
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 208 646 041	2 098 032 587
Trésorerie - Actif	98 261 669	469 148 802
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	4 573 756 659	2 885 977 627

PASSIF	EXERCICE 1999	EXERCICE 1998
Capital	134 000 000	134 000 000
Primes et Réserves	13 469 965	13 469 965
Report à nouveau	566 330 170	493 313 538
Résultat net de l'exercice	134 267 125	208 606 632
TOTAL CAPITAUX PROPRES	848 067 260	849 390 135
Dettes financières	115 476 064	158 886 498
Dettes d'exploitation	2 967 207 701	1 723 300 998
TOTAL PASSIF CIRCULANT	3 082 683 765	1 882 187 496
Trésorerie - Passif	643 005 634	154 399 996
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	4 573 756 659	2 885 977 627

EXERCICE 1999
COMPTE DE RESULTAT

 PERIODE DU 1^{er} Janvier 1999 au 31 Décembre 1999

(en Francs CFA)

DÉSIGNATION	EXERCICE 1999	EXERCICE 1998
Ventes de marchandises	5 286 026 860	4 279 248 220
Prestation de services	29 969 450	22 068 954
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 315 996 310	4 301 317 174
Autres produits	62 543 118	219 459 015
TOTAL	5 378 539 428	4 520 776 189
Achats et frais sur achats	3 853 194 095	2 498 851 386
Variation de stocks	-914 403 157	1 644 442
Transport	82 868 846	95 634 747
Services extérieurs	1 501 084 373	1 081 261 308
Impôts et taxes	96 892 101	46 998 884
Autres charges	46 304 729	38 955 845
TOTAL	4 665 940 987	3 763 346 612
VALEUR AJOUTEE	712 598 441	757 429 577
Charges du personnel	314 436 056	292 095 108
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	398 162 385	465 334 469
Dotations aux amort. et provisions	80 771 815	109 471 849
Reprise de provisions	50 314 994	41 405 384
RESULTAT D'EXPLOITATION	367 705 564	397 268 004
Produits financiers	30 274	10 969
Charges financières	107 671 471	73 562 987
RESULTAT FINANCIER	-107 641 197	-73 552 018
RESULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	260 064 367	323 715 986
Produits H.A.O.		18 209 260
Charges H.A.O.		8 932 114
RESULTAT H.A.O.		9 277 146
Impôt sur le résultat	125 797 242	124 386 500
RESULTAT NET	134 267 125	208 606 632

TEXTES DES RÉSOLUTIONS

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 1999, et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice, approuve ces rapports, ainsi que l'inventaire, le bilan et le compte de résultats dudit exercice.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article 438 de l'Acte uniforme OHADA portant droit des sociétés commerciales et du GIE, approuve les termes de ce rapport.

Troisième résolution

L'assemblée générale, pour l'exercice clos au 31 décembre 1999, donne quitus de l'exécution de leur mandat aux administrateurs.

Quatrième résolution

L'assemblée générale, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant au montant de cent trente quatre millions deux cent soixante sept mille cent vingt cinq (134 267 125) FCFA, de la façon suivante :

- "Réserve légale" (10% du bénéfice).....	13 426 713 FCFA
- Dividendes à distribuer	77 720 000 FCFA
- Solde au compte "Report à nouveau"	43 120 412 FCFA

Total égal au résultat de l'exercice134 267 125 FCFA

Le dividende brut revenant à chaque action s'élève au montant de 290 FCFA.

Après cette affectation, les comptes :

- Réserve légale se trouve porté à 26 826 713 FCFA,
- Report à nouveau a pour solde créditeur 609 450 582 FCFA.

Cinquième résolution

L'assemblée générale, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide de fixer le montant de l'indemnité de fonction allouée aux administrateurs à la somme annuelle nette de 11 050 000 FCFA.

Sixième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'un extrait du procès-verbal des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité.

Septième résolution

Questions diverses.

Deux collections pour affronter vos examens en vainqueur !

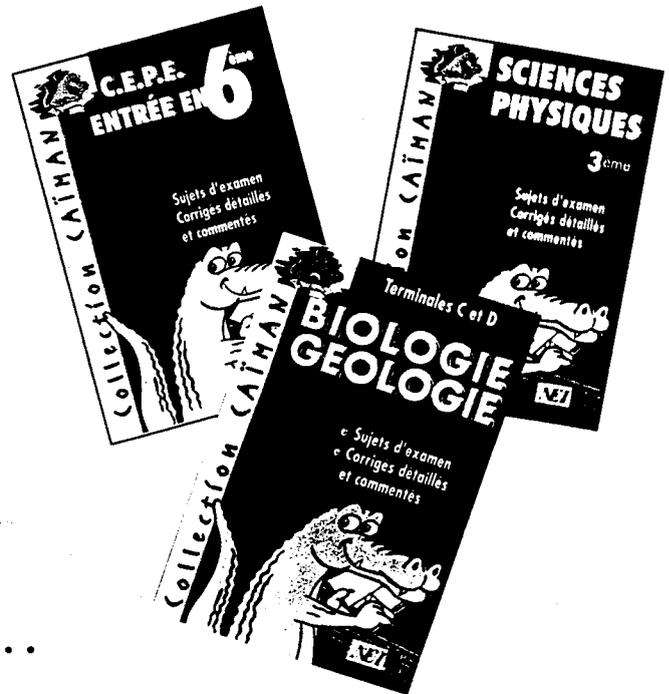
Pour ma préparation progressive et qualitative à mon examen du BEPC ou du BAC, j'achète dès la rentrée mon "Antiflash"



- Mathématiques 3ème
- Sciences Physiques 3ème
- Français 3ème
- Anglais 3ème
- Espagnol 3ème
- Histoire-Géo Tles
- Anglais Tles
- Français Tles
- Biologie-Géologie Tle D ...

Pendant la période de préparation active aux examens du CEPE, du BEPC ou du BAC, j'achète mon "Caïman" pour m'assurer que je suis prêt.

- CEPE - Entrée en 6ème
- Français 3ème
- Sciences Physiques 3ème
- Mathématiques 3ème
- Anglais 3ème
- Biologie-Géologie 3ème
- Français Tles
- Mathématiques Tle D
- Mathématiques Tles A1, A2 et H
- Sciences Physiques Tles CDE (Vol. 1)
- Sciences Physiques Tles CDE (Vol. 2)
- Biologie-Géologie Tles C et D
- Philosophie Tles (A, B-H et C-D-E) ...



La référence africaine pour votre culture et votre formation

01 BP 1818 Abidjan 01 - Tél : (225) 21.24.07.66 - Fax : (225) 21.24.24.56 - E-mail : info@nei.co.ci